

Le débat sur la stratégie pour l'indépendance ne saurait attendre **L'atteinte du but est intimement liée à une plateforme à la Mamdani**

Dans sa chronique du Devoir « [Les saboteurs](#) », Michel David rend compte que tant Québec solidaire, aujourd'hui, et hier sauf sa direction, que le PQ dont son chef d'aujourd'hui, hier, admet-admettait noir sur blanc que le PQ est un parti « *non-inclusif* » c'est-à-dire « *identitaire* ». Ce sont là des mots codés signifiant anti-immigrant autrement dit des mots référant à la xénophobie pour ne pas dire au racisme étant donné la composition majoritairement non-blanche de l'actuelle immigration et même islamophobe étant donné son importante composante dite musulmane. Côté PQ, le chroniqueur pro-PQ admet carrément la crue vérité de son identitarisme électoraliste : « *Si le PQ et la CAQ persistent à miser sur l'insécurité des Québécois en présentant les immigrants comme une menace pour le français et comme un poids insupportable sur les services publics, c'est que cela trouve un écho dans l'électorat.* »

Un clash sociétal irréconciliable qui ouvre la porte à un clash socio-économique

La base militante Solidaire est depuis toujours allergique à l'identitarisme tout comme aujourd'hui l'est devenue sa direction, avec une porte-parole principale d'origine palestinienne dont une grand-mère victime de la Naqba de 1948 et un porte-parole aux racines italiennes. C'est un tournant clarificateur et bienvenu depuis la pénible affaire des chinois qui se seraient accaparés des terres agricoles au Témiscamingue, de l'appui au rapport Bouchard-Taylor à propos du voile et du refus de soutenir les Anishinabeg de la Réserve faunique La Vérendrye à propos de la chasse à l'orignal à l'encontre du « *consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause* » de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones.

Ce clash entre le PQ et Québec solidaire est crucial et irréconciliable. Il est au cœur de la contradiction majeure du monde contemporain. Aucune alliance formelle ou tacite ne saurait en naître. D'un côté les forces fascisantes et fascistes en progression rapide « *nous montent [...] les un-es contre les autres. Elles pointent du doigt les personnes immigrantes. Les personnes qui ne sont pas blanches. Les socialistes. Les personnes à faible revenu. Les femmes. Les personnes LGBTQ+.* Tout groupe fait l'affaire, tant que cela nous empêche de regarder vers le haut, là où la richesse continue de s'accumuler » (Greenpeace-Canada, lettre du 12/12/25). De

l'autre, la majorité des forces de gauche s'adapte à cette dérive sous prétexte qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde alors que l'imposition des riches et ultra-riches n'a jamais été aussi basse depuis la Deuxième guerre mondiale sans compter que l'épargne nationale et les quelques deux cent transnationales majeures sont devenues, depuis lors, totalement sous le contrôle de la grande bourgeoisie oligarchique.

Les exceptions à la règle, sans être des modèles stratégiques, montre la voie

Mais il y a des exceptions à la règle telles Die Linke allemand et le chapitre de la cité de New-York du Democratic Socialist of America (DSA), aile gauche du parti Démocrate, qui avec succès ont lutté à contre-courant d'un torrent fascisant qui s'est par ailleurs imposé à leurs nations respectives. On a noté avec raison que Die Linke et Mamdani ont assis leur campagne électorale sur d'incisives, concrètes, irrécupérables [revendications-clefs](#) vérifiables en fin de mandat. Celles-ci, reflétant les majeures préoccupations de l'heure du peuple-travailleur, notamment liés au coût de la vie, ont eu la capacité de mobiliser en masse particulièrement la jeunesse angoissée par ce capitalisme « auctoritaire » gros d'anti-woke guerres sociales et internationales afin de nier par la diversion cette fin du monde qui pend au bout du nez de l'humanité.

On a moins noté, cependant, leur parti-pris woke les démarquant clairement tant des forces fascistes que de celles de centre-gauche glissant vers un point de vue anti-immigrant tels les partis social-démocrate et vert allemands, et encore plus de la scission rouge-brune — les programmes sociaux et les services publics pour les natifs seulement — issue de Die Linke, que les Démocrates centristes. C'est cette caractéristique qui les a rendu attrayants aux progressistes, en particulier la jeunesse. Ensuite, a fait le reste leur plateforme répondant concrètement aux besoins impérieux sociaux-économiques du peuple-travailleur.

Certes ces succès électoraux ne sont nullement gages d'une modification durable des rapports de forces, notamment aux ÉU. Le vainqueur, au lieu de remobiliser ses 100 000 militantes électorales pour le combat acharné afin de réaliser son programme, cherche plutôt, en vain, à se reconnecter aux Démocrates centristes et même à Trump, l'incarnation de la fascisation du monde. Mais cette indépendance de classe qui manque à Mamdani ne devrait pas normalement être un problème pour les Solidaires. Au Québec, l'équivalent de la tentation de se lier au parti Démocrate est celle de l'alliance avec le PQ, à laquelle la base Solidaire a toujours

résisté, afin de réaliser l'indépendance nationale dont se réclament Solidaires et PQ.

Le défi de l'indépendance de classe se pose non pas un de ces jours en vue des Calendes grecques mais aujourd'hui en vue des élections de 2026 étant donné que les deux partis se sont engagés pour un référendum dans le premier mandat, post processus constitutionnel pour le premier mais non pour le second. Les sondages du jour laissent voir, en plus d'un Québec solidaire au soutien électoral effondré, un gouvernement péquiste minoritaire mais peut-être majoritaire étant donné les bizarres déformations du scrutin nominal à un tour en présence des cinq partis en lice. Les dilemmes ne manquent pas au parti de gauche afin de se situer envers le PQ par rapport tant à l'élection qu'au référendum et ceci sans plus tarder.

Puissant est le dilemme PQ fort / Solidaires faibles alors qu'il y a une porte de sortie

Que PQ et Solidaires appartiennent, comme on l'a vu, aux deux camps s'opposant mondialement et ne pouvant s'allier stratégiquement. Le premier représente une indépendance nationale de droite masquée en « *ni droite ni gauche mais en avant* » et le deuxième une indépendance woke de gauche. Ils ne sauraient s'allier électoralement mais pour le référendum ils pourraient tactiquement « *marcher séparément mais frapper ensemble* ». C'est ce qu'avait fait le petit Parti de la démocratie socialiste (PDS), ancêtre de Québec solidaire, en 1995. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

Qu'en serait-il si un PQ vainqueur majoritaire continuait son tournant de droite vers l'extrême droite ? Le rapport de forces Solidaire — rallier sa base non indépendantiste pour combler l'écart au 50% — en serait drôlement amoindri pour faire valoir son point de vue dans la campagne référendaire, s'il y a campagne. Il le serait d'autant plus pour imposer un préalable démocratique processus constitutionnel qui presque automatiquement tendrait à gauche comme l'a démontré durant l'hiver 1995 la consultation populaire des « *Commissions régionales sur l'avenir du Québec*. »

Évidemment, un PQ au gouvernement mais minoritaire et une députation Solidaire plus nombreuse ouvrirait une plus grande possibilité d'imposer au PQ des compromis et surtout une consultation populaire de type constitutionnel en dehors de son contrôle. En filigrane de ce rapport de forces politique se profile un rapport de forces social qu'annonçait peut-être le Grand rassemblement intersyndical des

50 000 contre le gouvernement de la CAQ en autant qu'il n'est pas été qu'un coup d'épée dans l'eau à la mode bureaucratique des grandes centrales syndicales.

On ne voit pas comment le 'oui' référendaire puisse vaincre sans une remobilisation sociale qu'invite le mitraillage des lois réactionnaires de la CAQ tant antisyndicales qu'antiécologiques si ce n'est antidémocratiques dont une fédéraliste Constitution affaiblissant jusqu'aux droits individuels fondamentaux au nom de la nation, ce qui n'est pas sans obscurcir son droit fondamental à l'autodétermination. (Quant aux Libéraux, ils sont en train encore une fois de prouver qu'ils ne sont que le parti de l'Argent corrompteur mais sans pouvoir s'en remettre au prestige d'un dirigeant banquier pillant les platebandes plus modérées des Conservateurs fédéraux.)

La porte de sortie exige de liquider le recentrage par une plateforme à la Mamdani

C'est cette remobilisation qui permet d'envisager un retour en force de Québec solidaire y compris aux dépens du PQ comme c'était le cas encore électoralement en 2022. C'est dire l'ampleur des dégâts du recentrage à la GND — la démission-dénigrement de Marissal en est le dernier soubresaut — préparé par la direction précédente dont la tactique préférée parlementaire était de tendre la main à la CAQ. La nouvelle direction du parti en plus de son net souverainisme a opté pour un discours affirmé pour les travailleurs et travailleuses dans un manifeste accouchant de cependant piteuses revendications. Le nouveau programme Solidaire plus lissé et court conserve le « *dépassement du capitalisme* » du discours du dimanche mais il est sans stratégie pour stopper la débandade vers la terre-étuve. Reste l'étape cruciale de la plateforme électorale capable d'inspirer la possible remobilisation sociale et de recruter dans sa foulée cette militance électorale de 100 000 personnes afin de gagner.

Le Comité d'action politique (CAP) écologie du parti, pendant que le collectif « Parti de la rue » lambine, propose à ses membre les options [style mini-programme de sa coordination](#), dans le sillage de la plate thématique proposée par la Commission politique du parti, et ma [perfectible proposition à la Mamdani](#) en mesure de soulever la militance et d'être comprise par le peuple-travailleur. À suivre.

Marc Bonhomme, 14 décembre 2025

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca